

# Mai 2017

*Le programme de la majorité silencieuse !*



Du même auteur :

« Prive de liberté, la marge en avant de la civilisation »

« Une approche écologique de la destinée des hommes : l'espace intercritique »



# [1] Avant-propos

Connaîtrons-nous, comme certains le supposent, un changement de civilisation.

Continuerons-nous à voir le chômage monter en France.

Assisterons-nous à un raz-de-marée de migrants.

Continuerons-nous sous le règne de la peur et du terrorisme croissant.

Sombrerons-nous sous les eaux océaniques engloutissant nos littoraux.

Les énergies renouvelables remplaceront-elles le modèle énergétique nucléaire.

Verrons-nous la Chine en récession.

Participerons-nous au réveil africain.

Verrons-nous l'Europe et l'Euro sombrer ou la France en banqueroute.

Tout est bien possible... Je refuse quoiqu'il est soit de rester dans cette position de dépendance imposée aujourd'hui par la classe politique en place et incapable de saisir la hauteur des enjeux face à nous. Je refuse de les laisser continuer à gérer la Nation pour cinq années de plus, sans avoir tenté de

proposer des alternatives de bons sens. Lequel d'entre vous osera lever le doigt et se plaindre lorsque l'État de non-retour aura été atteint, s'il n'a pas affirmé avant son esprit et son ambition de changement.

C'est la raison pour laquelle, je vous propose mon programme que je crois être partagé par une large majorité, dite silencieuse : celle qui ne fait pas grève, qui paye ses impôts, mais que l'on n'entend jamais. Cette proposition de programme ne changera probablement rien. Mais j'aurais pour ma part émis les idées simples capables de conduire au redressement de la situation économique et sociale de la France. Un peu comme si nous étions encore en démocratie...

## [2] Introduction

Le monde tourne et il continue de tourner. Chaque jour appelle la nuit suivante comme la nuit appelle le jour d'après. Votre vie ne change pas, vos problèmes ne sont pas différents, vos richesses ne sont pas moindres et vos difficultés non moins prégnantes. Les actualités télévisées sont imperturbablement constantes. Et pourtant ! Tout à changer, rien n'est plus semblable aux décennies précédentes. Bien sûr vous n'avez probablement pas remarqué dans quelles errances nous nous trouvons. Comment vous en vouloir, vous n'êtes pas moins pris au jeu de votre vie, pas moins concernés même. Ne sentez-vous donc rien ? Aucune odeur nauséabonde ? Aucune gêne ? Cette indéfinissable altération atteint les pulsations intimes de notre société française, son mouvement d'ensemble, mais aussi vos rêves. Ce malaise s'est forgé au cours de ces dernières années, depuis plus de trois décennies en fait et laisse comme un vague-à-l'âme au plus profond de nous-mêmes, dans les racines les plus essentielles de notre citoyenneté. Qui sommes-nous aujourd'hui vis-à-vis de la société, face aux instances de gouvernance ? Que sont devenues les idéologies premières, les rêves des fondateurs de notre démocratie ? Alors comme

marqués des premiers symptômes de la dépression, nous nous sentons lasses. L'espoir à pouvoir changer sa vie, l'espoir à pouvoir changer de vie, de monde s'efface, se noie dans le marasme du quotidien. Celui que nous vendent les journaux toutes les minutes que la société de consommation fabrique. Cette indéfinissable pesanteur, quoiqu'il en soit, nous submerge et rend notre quotidien bien terne. Elle réduit presque nos espérances.

Il nous a été demandé en fin d'année 2015 d'aller voter. Cela me semble finalement, rétrospectivement une drôle d'idée, d'aller voter... Pourquoi ? Pour qui ? Pour de faux comme disent les enfants ! On va faire semblant d'y aller, de choisir et de voter. En fin de compte, je ne l'ai pas fait car cela me semblait comme le dénigrement absolu de mes convictions profondes, comme une injure faite à l'Histoire. Oh bien sûr à la petite Histoire de notre nation mais enfin... Quand on ressent l'amitié profonde que nous adressent les pays du monde entier, alors que nous sommes frappés, par les bombes et les balles obscures dans le cœur même de notre si singulière maison idéologique, voter me semble de même une insulte faite à la grande Histoire. Évidemment, il y a eu avant nous, 1789 mais aussi 1905 l'oublie-t-on et tant d'autres dates fondatrices faisant modèles pour d'autres contrées de l'humanité. Charly est tombé et on a cru qu'avec lui le modèle France pouvait être en péril. Il me semble pourtant que lorsque les électeurs ne vont voter que pour faire semblant, lorsque les électeurs oublient le sens de cet acte essentiel, lorsque que les citoyens sont postures plus que convictions, alors Charly n'est plus que le

représentant d'une coquille vide, d'une société désenchantée qui ne sait plus s'inscrire dans les pas trop grands, il est vrai, de ses pères. De quoi s'agit-il ? Mais de la mort de la démocratie. Oui, la démocratie française est morte. Si aucun journal ne le chante, l'odeur pestilentielle de tant d'indicateurs en témoigne. Derrière chaque slogan médiatique, chaque tournure diplomatique le méfait apparaît. Son corps se répand de tout son long à la surface de la Terre française, à chaque fois qu'un homme ou qu'une femme politique s'exprime. Ses chairs pourrissent ne laissant que le squelette de 1789. Ce ne sera pas la première ; bien d'autres démocraties ont connu au cours de l'histoire cette issue tragique, mais cette mort-ci ne s'affiche pas. Elle est acceptée, semble-t-il sans que personne ne la remarque. Aucun spasme, aucune transe populaire ne l'a signalée. Vous êtes-vous déplacés pour sa mise en Terre ? Non, car nous avons tous collectivement fermé les yeux devant l'inacceptable et préféré continuer à nous plaindre de nos pusillanimes problèmes. L'idée de participer à l'animation de la vie politique nationale s'est peu à peu érodée : nous n'y avons plus grand pouvoir d'actions aujourd'hui et nous sentons bien que la limite est franchie, alors qu'un corpuscule dit « politique » nous en a peu à peu privé. Lorsque les seuls modes d'expression sont la manifestation violente, le vote contestataire ou pire encore, le silence et l'abstention (un français sur deux ne vote plus actuellement), comment continuer à y croire encore ? Le mal est là : à quoi et comment y croire ?



Ces propos auraient-ils quelque chose à voir avec les résultats aux dernières élections régionales de 2015 ? Peut-être. À moins que le manège cynique des deux partis majoritaires afin de garder leurs postes, n'en soit à la source. Possible. Je crois qu'en réalité lorsque la mort approche, que les chairs se délitent et qu'une odeur apparaît, certains se dérobent et continuent de jouer les scénettes de leur vie, alors que d'autres s'offusquent et refusent de fermer les yeux. Mais la situation est grave ! Il s'agit de la mort de notre idéologie fondatrice : la démocratie. Je ne peux pas l'accepter, vous ne pouvez et ne devez pas l'accepter. Réagissez !

À son chevet, se succèdent les commentateurs de sa décadence. Inlassablement, le bruit médiatique travestit les responsabilités. Les coupables se complaisent de ces non-dits et pointent du doigt d'autres alouettes. Mais ne cherchez pas les coupables, vous les connaissez. Vous en êtes. Vous hommes et femmes politiques, vous hommes et femmes citoyens ayant joué le jeu du vote, de la grève, de la manifestation pour vous remplir les poches de sucs, vous en êtes ! Les difficultés réelles ne vous intéressaient pas, seul votre confort, voire votre enrichissement personnel, vous concernaient. Vous vous être convaincus à force de litanies plaintives, que vous étiez dans votre bon droit. Il fallait tuer la démocratie, comme par légitime défense de vos acquis, quitte à détruire l'ensemble de la structure. Lorsque la culpabilité est à ce point partagée, il est futile de vouloir attribuer des responsabilités, accuser même les uns ou les autres. Seule l'analyse vaut pour reconstruire. À quoi bon vous intentez un procès, alors que vos attitudes sont

encore celles des enfants, fans de télé-réalité, idolâtrant les hommes et femmes politiques au concert de leurs meetings. À quoi bon vilipender une société à ce point dupe d'elle-même. Mon propos n'est ni accusateur ni inquisiteur et il ne le sera pas, il est simplement en dehors du propos politiquement correct, « made in média ». Il ne provient pas d'un révolté, d'un anarchiste ou pire encore... Il ne s'agit ni de dénoncer la populace, mais de mettre en lumière les responsabilités ; ni de dresser les uns contre les autres, mais d'essayer de construire une analyse lucide de la situation, afin de révéler objectivement les problèmes. Préférer-vous feindre de ne rien voir et attendre que la chance, le populisme, ou le clientélisme vous verse une rasade de plus, jusqu'à l'extinction... Préférer-vous vous redresser et faire face aux erreurs du passé, pour construire notre avenir commun modernisé.

Alors que les forces en présence sont neutralisées et que ni les pouvoirs politiques, ni les forces démocratiques ne peuvent infléchir la tendance et amorcer un élan de changement et de renouveau, ce livre trace un programme politique de redressement. C'est le programme de ceux qui n'apparaissent jamais sur vos écrans de télévisions ou les pages de vos journaux. Ils subissent et continuent d'aller au front de leurs difficultés. C'est le programme de ceux qui ne font jamais grève, mais continuent d'aller à leurs peines. C'est le programme de la majorité silencieuse. C'est votre programme. Il se fonde sur trois crédos : la foi en l'avenir, la confiance et le respect envers mes citoyens et l'amour de la Nation. La foi en l'avenir, parce que la France mérite mieux et qu'elle en a les

moyens. Si on sait lire le futur à l'aune des nouvelles technologies, notre avenir sera effectivement plein de bonheur. La confiance en mes concitoyens porteurs d'une culture et d'une tradition séculaire faites de valeurs solides et de courage. Le respect pour eux aussi parce que la France reste encore une puissance économique, culturelle et politique de tout premier plan et qu'elle le doit à chacun d'eux. L'amour en la Nation, évidemment... Le mien, mais aussi pour celui que nous adresse les peuples du monde.



## [3] Préambule au programme

Ce chapitre, dont le rôle est d'expliquer la genèse intellectuelle de ce programme, peut ne pas être lu pour ceux que seul le programme intéresserait. Probablement que dans un second temps, il peut apporter un éclairage ou un arrière-plan idéologique pour justifier de son caractère fort et révolutionnaire.



# [4] Analyse des responsabilités

Pour convaincre et justifier d'un tel programme, faut-il rappeler d'abord la situation économique actuelle de la France ? Juste comme un avertissement : en 2015 le nombre de personnes en situation d'inactivité professionnelle atteint plus de cinq millions, représentant plus de quinze pourcents de la population active. La dette, mais connaît-on la définition de ce mot, a explosé. L'industrie primaire ne représente que quelques pourcents de la richesse du pays ...etc. ...etc. ...etc.

Cette situation économique, toute dramatique qu'elle soit, n'a pas émergé d'on ne sait où, spontanément. Non, il s'agit bien d'un long processus, d'une longue dégringolade qui s'initie probablement à la charnière des années 70-80. Depuis nombre d'élections, de manifestations, de grèves, de dirigeants, de groupes de pression ont donc eu l'occasion d'œuvrer. Bien sûr, il serait commode de se défendre en attribuant l'exclusive responsabilité aux hommes et femmes politiques. C'est vrai qu'ils ont pu détourner à plus d'une occasion le vote de la population. Se souvient-on

par exemple du vote sur la constitution européenne de 2005 ? La réponse du peuple, négative, fut transformée par quelques astuces et tournures politiciennes en une réponse positive. C'est vrai que les hommes et les femmes politiques semblent trop inexpérimentés ou incompetents pour suivre des affaires politiques devenues si complexes. Comment sont-ils choisis ? Quelles sont les études les qualifiant, leur donnant les requis nécessaires à l'exercice du pouvoir ? Ils ou elles sortent des partis politiques, ces machines oligarchiques les incitant à répéter continuellement les mêmes modèles, sans prise en compte véritable de la réalité. Ils croissent en vase clos hors de la société civile et en ignorent les rouages. Il est permis de leur reprocher de ne pas impulser les dynamiques nécessaires au progrès, à la relance, au changement et au redressement. La majorité de leurs activités n'est qu'écume bouillonnante et agitée à la surface de l'eau : elles ne changent pas le cours du fleuve et demeurent sans répercussion directe sur la vie des citoyens. Leurs missions pourraient, semble-t-il, être assumées plus efficacement par des cabinets d'experts (et c'est là une des propositions fortes de ce programme). Il est permis de leur reprocher de s'être auto-institués reines et rois d'un royaume irréel et de n'avoir pas de vie professionnelle en dehors de la sphère politique. Qui la financent du reste ? Il est tout aussi juste de leur reprocher un manque de professionnalisme, ou des positionnements idéologiques trop laxistes et timorés, sans ruptures réelles. Aux vues navrantes de leurs échecs successifs répétés et du manque de performance incontestable, l'appel à la



dépolitisation de notre société semble le seul légitime. Certes.

Nous avons le droit et nous devons condamner ces représentants politiques pour l'ensemble de leurs fautes voire de leurs exactions, mais nous devons, tout autant faire notre propre autocritique. Ne s'est-il simplement pas installé au fil des ans une connivence ou un jeu de dupes, entre les uns et les autres ? Ne nous est-il pas plus commode de fermer les yeux sur certains sujets pour fuir nos responsabilités et ne mettre en exergue que celles d'autrui ? Comment expliquer autrement qu'un modèle de civilisation puisse périlcliter à ce point, en si peu d'années ? L'origine de cette situation doit être très profonde pour en arriver à ces extrêmes. Elle doit mêler des responsabilités nombreuses et transverses au sein de notre société, pour expliquer des chiffres aussi désastreux.

Mais ce ne sont que des nombres, Monsieur. Et les nombres nous le savons bien, dans nos sociétés post modernes, n'ont plus d'autre valeur que leur chiffre. Et il est grand. Chaque minute, il pleut des milliers de chiffres. Vous en trouverez toujours un pour vous conforter dans vos positions déraisonnables. Considérer les chiffres du chômage : sont-ils l'image de la réalité ? Lorsqu'ils sont bons, est-ce le fruit d'une manœuvre tricheuse ? Et s'ils sont mauvais ! Pourtant, nous payons tous les mauvais choix faits depuis plus de 25 ans, soit une génération et sans vouloir créer de guerre ou de querelle intergénérationnelle, il est assez logique de remarquer qu'effectivement la génération de nos parents (j'ai 38 ans aujourd'hui) a fait ces choix faibles, qui étaient les plus

confortables pour eux, sans penser ni à leurs dotes, ni à leurs legs. On peut démontrer ces faiblesses au travers de l'économie surement et montrer comment la chute au fond du gouffre correspond à l'édification d'une bulle virtuelle totalement détachée de la réalité. Chaque faiblesse dans la réalité était un succès dans ce monde politicien totalement extra réel.



## [5] L'économie et la bulle

Regardons en arrière, en effet, pour mesurer le chemin parcouru par notre nation. Notre France est encore celle de l'après-guerre. Que dire de l'Europe, mais aussi d'autres pays du monde (le Japon, ...etc.) et de leurs situations économiques, démographiques dramatiques, et inédites dans l'histoire au sortir de la seconde guerre mondiale ? Que de population escamotée, de blessures affreuses et profondes, d'incapacités multiples, d'handicaps, de douleurs, de blessures psychologiques, de peurs, d'angoisses refoulées. Et paradoxalement, quel horizon d'expansion, de reconstruction et d'effacement les dégâts causés par ce désastre. Que de révolutions et d'avancées technologiques importantes ; que de modèles sociaux en rupture ; que de césures idéologiques. En bref, une vague irrésistible de progrès investissait tous les secteurs de la vie des hommes, aboutissant finalement à une forme de plénitude. Les événements de mai 1968 traduiraient quelques déséquilibres, ou en tous les cas marqueraient certaines aspirations libératrices en gestation, mais ceci étant, la confiance en la société et en l'avenir

était indestructible. Alors qu'aujourd'hui ! La génération qui avait vingt ans à cette époque, arrivait dans des conditions d'épanouissement, idéales et remarquables : les Trente Glorieuses étaient achevées et avec elles, l'effort de reconstruction : la situation économique était favorable : qui cherchait du travail en trouvait, qui voulait changer d'activité professionnelle le pouvait. C'étaient les années soixante-dix avec la libéralisation des modèles et toujours plus de liberté pour les individus. Le monde était à chacun et à tous ; il était le théâtre qui nous donnait beaucoup sans laisser croire qu'il pourrait se tarir demain. De grands projets industriels allaient être amorcés : le train, le nucléaire par exemple pour engager la population vers l'excellence, et dans la compétition mondiale.

La génération précédente, celle de nos parents, naissait dans la « bonne humeur » et arrivait dans les conditions les plus idéales et optimales. Les méfaits de la guerre évacués, même s'il pouvait persister épisodiquement les traces d'horreurs des deux conflits successifs, la situation économique favorable, seule ombre naissante : une crise annoncée en cette fin des années soixante-dix. C'était alors la première crise du pétrole (assez loin du reste du niveau de crise atteint en 2009). Qu'à cela ne tienne, ce devait être la première opposition, le premier obstacle permettant alors à cette génération de montrer de quel bois idéologique elle était faite. Elle allait devoir s'autogérer efficacement et faire preuve de professionnalisme et de conviction idéologique.

Pourtant, dans un refus obtus du changement ou de la remise en cause, elle concentra alors la majeure partie de son énergie à développer ou à conserver ses acquis, et j'insiste sur ce mot, car il est un des marqueurs emblématiques de son idéologie limitée. Les années passant, les difficultés grandissant, certains acquis pouvant diminuer, elle ne reculera devant aucun effort pour conserver sa position dorée. Elle exerça une pression forcenée sur des hommes et femmes politiques, peu enclins il est vrai, à prendre les mesures impopulaires, mais nécessaires pour ramener le bateau dans une situation plus pérenne et plus en adéquation d'avec la situation réelle. Alors ces derniers, de la même génération, faits du même bois idéologique, ont refusé leurs responsabilités. Mais les connaissaient-ils ? Mesure après mesure, ils vont développer une sorte de bulle intellectuelle faite d'échappatoires successives. Les maîtres à penser des révolutions philosophiques des 19<sup>ième</sup> et 20<sup>ième</sup> siècles étaient déjà morts. Bien sûr, certains de ces icônes restaient, comme des oripeaux mis à la fenêtre de leurs ambitions, mais elles n'étaient plus que des faire-valoir. Quel homme ou femme politique ne se réclame-t-il pas du Gaullisme par exemple encore aujourd'hui ? Mais le Gaullisme, c'est un message, une philosophie mise en pratique alors que l'Histoire avait choisi des tours bien tragiques. Que signifient ces visons Gaullistes dans une France en lutte contre un ennemi insaisissable, le chômage ? Cette génération fut comme paralysée devant l'exercice du pouvoir et incapable de mettre en pratique les théories des philosophes de l'histoire. Elle s'est peu à peu enfermée dans une sorte d'autisme, de refus

de la réalité. La préférence était alors portée sur le confort de la bulle. Le prisme de la lâcheté fit son œuvre et au cœur du générateur d'illusions, elle s'inventât un monde à sa hauteur. Les propositions strictes et rigoureuses, dures pour chacun de nous, mais indispensables, n'ont pas été prises. Les hommes et femmes politiques ont préféré un lieu hors du temps, de l'espace et des réalités pour « cocooner » davantage leurs électeurs dans le miel du mensonge. La rigueur choisie et appliquée par les autres pays européens n'était pas pour le peuple France. Ces modèles qui marchaient ailleurs, ne pouvaient pas correspondre à notre singularité nationale. Une nouvelle classe gouvernante s'est peu à peu légitimée sur cette fausse différence française. Issus des grandes écoles telles l'ENA, ils se sont finalement renfermer dans leur petit ghetto intellectuel, très avantageux, d'où ils ne sortaient que pour prendre des mesures toujours plus favorables pour eux-mêmes et pour leur électorat. Nous assistions alors à la naissance de la « planche à fonctionnaires » : l'activité économique financée par l'état devenant majoritaire. Le mot « fonctionnaire » ne définit plus uniquement les ayant-droits des conditions salariales largement avantageuses, mais tous ceux qui perçoivent leurs salaires des caisses de l'état, directement ou indirectement. Berci, l'éducation nationale, les municipalités, les administrations territoriales, les services régaliens ...etc. voient une augmentation délirante du nombre d'employés. Dans ces institutions, le nombre des fonctionnaires étant de deux à trois fois supérieur au nécessaire. Progressivement, la masse de ceux qui profitent de

la manne généreuse des politiciens et des politiciennes s'accroît. Une véritable ramification souterraine, une mise sous dépendance, un réseau d'addiction en quelque sorte, se déploie, très fin et resserré, créant une intensification des connexions à la matrice ou au coffre-fort du trésor public. Qui pour lever le doigt et s'étonner de la légèreté des mesures prises, alors que beaucoup sont « favorisés ». Personne dans ce contexte.

Alors qu'en parallèle, émergent les nouvelles technologies de l'information, qui permettraient de réduire très significativement le nombre des subventionnés, ou de dynamiser les processus administratifs, elles vont être refusées et des obstacles législatifs et juridiques levés pour conserver la situation intacte et immobile. Le code du travail pléthorique ou les volumineuses normes par exemple, sont le fruit de ces années de refoulement de la réalité. La compétition internationale acharnée qui se mène à l'extérieur ne vaut pas le statu quo national. La conservation et la défense des modèles, incontestés et considérés comme les bons, prévalent sur tout le reste. À quoi assiste-t-on lors de la réduction du nombre des régions : à une augmentation du nombre des fonctionnaires ! Cocasse non ! En tous les cas révélateurs de l'étendue chimérique.

Ce monde idéal est donc une sorte de bulle isolée de la réalité. À partir de ce moment-là, il ne me semble plus y avoir de véritables réflexions, ni sur les modèles sociologiques, ni sur les modèles politiques à mettre en place en ce début de millénaire. Idéologiquement, la politique française en est restée aux philosophies mitterrandiennes. Le



real monde de ce siècle est ignoré. Seule la pensée recentrée sur soi et en ligne avec ses chimères semble régir la conduite des gouvernances françaises actuelles. Le pragmatisme de certains pays européens comme l'Allemagne ou les pays anglo-saxons est ignoré, voire raillé. Les choix des pays nordiques, moins libéraux, sont tout autant réfutés. Ils sont même dénigrés. La classe des hommes et des femmes politiques mêle à l'infini les concepts théoriques ou philosophiques, à leurs fausses visions du monde pour autoalimenter leurs certitudes. La sphère politique dans son ensemble a mis en place un processus de refoulement volontaire du réel et de ses difficultés.

\*\*\*

Le peuple a eu confiance en ces prestidigitateurs politiques n'ayant de cesse de lui proposer des visions si belles, mais si souvent en contradiction d'avec la réalité. Qui pour lever le doigt et s'étonner de la légèreté des mesures prises alors que beaucoup sont « favorisés ». Toujours personne. Aucune alerte n'est intervenue. Les subventions et diverses aides ou assistances viennent étouffer les doutes, si toutefois, l'inquiétude devant tant d'irréalisme apparaît. De même, les spécialistes, les sociologues et autres économistes s'attachent à ergoter sur ces réalités politiciennes, comme si cela était essentiel, alors qu'elles ne sont que des mystifications. Les économistes en général ne traitent dans les médias que ces seconds plans, n'évoquant que rarement le concert international. Probablement qu'en coulisse, ils ne font pas les mêmes analyses, mais leurs thèses ne sont jamais exploitées. La population toute

entière s'invente un logiciel de pilotage de la réalité hors des règles de bon sens. Les analyses et commentaires sur les faits seraient pourtant autrement importants. Cette génération se retrouve dans la confusion intellectuelle par son incapacité à apprécier la distinction entre la réalité des faits et de ses élucubrations. Le concept devient plus important que ce qu'il traduit réellement. Prenons l'exemple de la question sur l'offre et la demande. Au fond, ce dont a besoin notre pays, c'est de créer tout simplement de la richesse (ce programme démultiplie les domaines d'épanouissement possibles) pour les rendre l'une et l'autre possibles. Mais la production ne semble pas être le problème de nos gouvernances. De la sorte, on demeure dans une sorte de bulle secondaire.

Le mouvement de décadence culmine, lorsque, par analogie ou envoutement au fil du temps, tous les citoyens se restreignent et s'enferment à leur tour dans cette petite bulle temporelle, celle des penseurs du 20h et des hommes et femmes politiques des shows de télévision. C'est la naissance du courtermisme. Sa spécialité, les analyses de sondages, est conçue. De quoi nous parlent ces analystes de l'éphémère et du volatile ? Ils occupent les ondes et ne nous disent rien, puisque par définition le courtermisme interdit la projection durable. Il devient alors impossible de prendre les décisions ou de s'engager dans de grands caps, exigeant plusieurs mois voire plusieurs années de mise en place. Il n'est plus possible de se détacher de la nécessité de l'instant. Ce faisant la mémoire s'estompe et le lendemain même de leurs interventions, ils et elles pourront dire l'exact

contraire de ce qu'ils avaient déclaré la veille, car le lendemain même, le peuple aura oublié ces messages. Imposture après artifice, cette génération s'est convaincu collectivement de vivre dans un tout petit bocal, d'autant plus rassurant qu'il était réduit. Regardez le nombre des ministres... Les autres pays ont moins de vingt-cinq ministres... La France, probablement pour donner de la consistance à ses délires, s'est inventé plus de cinquante ministères. Pour compenser le fond idéologique, autant inventer une forme clinquante... Certaine que la manne ne se tarira jamais, une majorité de la société va s'arrêter et intégrer ce monde idéal bien loin de la réalité. Progressivement, ce modèle factice va devenir celui qui fait foi. Personne n'oserait imaginer qu'un jour l'État n'aura plus d'argent.

Continuer à voter dans ces conditions, c'est tourner le dos au rêve de la démocratie. Au travers de l'exercice pratique, le vote revient à associer la démocratie et l'oligarchie. Pour qui allez-vous voter, pourquoi allez-vous voter ? Probablement préférez-vous ne pas vous poser la question et faire comme si... Le nombre immense des indécis à l'approche d'une élection signale ce manque de conviction. Pourtant la situation dans laquelle nous nous trouvons, est bel et bien l'élue de vos votes et de vos comportements souvent pleutres. La recherche des responsables passe par une seule question : qui vote ? Les votants ne sont-ils pas ceux qui ont promu ce système ? Il est là le côté navrant de la face politicienne car, si nauséabondes sont les pratiques des hommes et femmes politiques, pestilentielles sont les motivations

populaires. Refuser, pour vous lecteurs, d'être en partie responsables de la situation actuelle, c'est refuser en même temps que l'exercice démocratique du vote ait eu un poids réel, ou qu'il fût en capacité d'influence réelle. C'est alors considérer que la démocratie est morte ! L'odeur de charogne lorsqu'elle vous est accrochée au corps, tels ces membres pris de goutte, invite à regarder ailleurs, là où les responsabilités ne sont pas. Que ceux qui ont soixante ans aujourd'hui puissent déclarer n'avoir aucune responsabilité dans la situation actuelle, ou tomber des nues en découvrant la gravité du malheur, reste probablement le plus grand affront que l'on puisse faire aux nouvelles générations. Autant leur dire qu'ils ne sont pas responsables de leurs actes ou que, quels que soient les actions conduites et les choix faits, personne n'est jamais responsable de rien. Belle ambition éducative... Quelle exemplarité !



## [6] Le blocus

Nous sommes désormais dans une situation à double flux bloquant. D'un côté, le peuple ne veut pas changer et promeut la conservation en l'état de ses avantages (les régimes spéciaux totalement délirant, inspirés des fonctionnements quasi préhistoriques et disproportionnés par rapport à la réalité actuelle sont un exemple parmi tant d'autres). De l'autre et dans le même temps, la classe politique veut maintenir son petit confort, son poste, sans prise de décision trop inconfortable ou génératrice de mécontentements potentiels. Quelle est, par exemple, la dernière prise de décision pour l'industrie en France ? C'est le train ou le nucléaire. Depuis plus aucune décision, plus aucun cap n'a été pris sauf à décréter qu'elle n'était plus vitale pour le pays. Décider d'un cap, c'est en même temps, de manière consubstantielle, refuser ou éteindre d'autres possibilités et c'est donc générer un élan sans consensus potentiel. C'est trancher et cette génération « du jamais non » est dans l'incapacité manifeste de diriger, elle préfère vivre sur les acquis du passé. Personne ne souhaite prendre de décision, sauf à générer une dette colossale, à ce point élevée qu'elle est devenue incompréhensible pour nous qui comptons chaque euro en fin de mois.

La politique ne concerne alors plus la gestion de la cité ou du pays mais l'entretien de ce petit monde politique irréel dans lequel nos parents veulent, coûte que coûte, continuer à vivre. Le résultat est de mettre le pays, dans une situation très difficile.

Alors écoutons les citoyens... Ils se plaignent d'avoir un régime de retraite piteux, un pouvoir d'achat trop faible alors que dans le même temps leurs enfants n'ont pas de boulots ou sont dans des situations précaires ; qu'ils sont obligés de leur verser des loyers exorbitants (en région parisienne la location d'un cagibi coûte mille euros par mois). Ils renient les valeurs d'engagement et de travail : quarante heures de travail comme partout ailleurs serait inacceptable à leurs yeux ; encourager à l'effort scolaire est une faute, proposer des devoirs après la classe est inhumain...etc.

À l'aube de ce qui devrait être leur retraite en 2017, les membres de la corporation politique, toujours les mêmes, se représentent à nouveaux. Leurs mesures sont simples : partager le travail moins de 35h par semaine (et si on partageait le produit du travail : ce n'est pas dans leur programme) ; endoctriner les enfants dans l'oisiveté par des aménagements de temps scolaires trop brefs (mais ceux-ci ne sont-ils pas pour les enseignants eux-mêmes) ; réduire leur capacité de réflexion sur le monde (réel bien sûr). Alors, on ne sanctionne plus, le non-respect de la loi comme la faute professionnelle ; on cautionne certaines positions syndicalistes absurdes. Les paysans et autres fonctionnaires sont-ils sanctionnés lorsqu'ils dégradent le bien public pendant les